Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1517

Artikel: Histoire de la gauche : le programme minimum de Démocratie Nouvelle
Autor: Pochon, Charles-F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008583

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le mauvais exemple de Sacramento

C'est une de ces histoires qui pourrait nous réjouir. Elle se passe en Californie, un des Etats les plus riches et les moins bien gérés de la planète qui se prend régulièrement les pieds dans le tapis. Sa libéralisation du marché de l'électricité avait déjà suscité une évidente joie maligne avec sa hausse des prix et ses coupures dignes d'un pays du tiers-monde. Mais ce n'était qu'un début.

Sans appel d'offres, l'Etat, dont le point commun avec le canton de Bern est d'avoir un ours comme emblème, a conclu un marché de 95 millions de dollars avec la société Oracle pour des bases de données avec 270 000 licences. En informatique, le mot licence désigne l'autorisation d'utiliser un logiciel sur un poste de travail. Premier problème: l'Etat n'emploie que 188 000 employés dont un bon nombre sont des travailleurs manuels qui n'ont pas d'accès à un ordinateur. Le service qui a fait signer ce contrat au gouverneur, avait consulté 127 organismes publics pour s'enquérir de leurs besoins pour les systèmes proposés par Oracle: seulement cinq avaient manifesté un intérêt.

L'Etat avait retenu les services d'une société de conseil du nom de Logicon comme expert indépendant. Celle-ci a présenté un rapport favorable. Or, il ressort que Logicon, devait toucher une commission secrète de 28 millions de dollars d'Oracle. Il y a dix jours, les policiers de l'Etat ont investi les bureaux du service de la Technologie de l'information (dont le directeur a démissionné) pour éviter la destruction de documents qui seront essentiels à l'enquête. Dans un article publié il y a une semaine, un journaliste du *Mercury News* rappelle sur un ton désabusé que la Californie multiplie les échecs en matière de technologie et que l'Etat qui a quand même vu naître la Silicon Valley devrait au moins savoir éviter ces écueils!

La leçon à tirer de cette histoire est que les montants que nos pays d'Europe consacrent au bon fonctionnement de leurs Etats sont des investissements bien placés qui évitent les dérives de la région la plus avancée de la planète dont les pouvoirs publics, selon le *Mercury News*, n'ont pas les moyens d'embaucher du personnel compétent. *jg*

Source: *les chroniques de cybérie* à http://cyberie.qc.ca/chronik

Le programme minimum de Démocratie Nouvelle

Il s'agit d'une déclaration rédigée en 1943 par un regroupement progressiste inquiet de l'inertie de l'Etat et de la société face au monde bouleversé par la deuxième guerre mondiale.

Elle était soutenue par des nombreuses personnalités de tout le pays dont quelques conseillers nationaux et d'Etat, ainsi que des représentants des institutions publiques, du journalisme et des milieux associatifs. Citons quelques Romands: Florian Delhorbe, rédacteur de l'Action, Alice Descoeudres, Alphonse Ferrière, Edmond Gilliard, Auguste Lalive, Jean Mussard, André Oltramare. Ce texte fut diffusé à la suite des élections législatives de la même année remportées par le Parti socialiste qui était devenu la formation la plus importante du Conseil National. De plus et pour la première fois, un socialiste avait été élu au Conseil Fédéral.

La déclaration n'était pas étrangère au manifeste du PSS «La Suisse nouvelle» publié en 1942, qui indiquait les orientations futures du parti. Par ailleurs, la création du Parti suisse du Travail en 1944 témoigne de l'essor et de la vitalité de la gauche et des mouvements ouvriers de l'époque.

Le texte commence en accusant le «lourd malaise (qui) pèse sur notre pays. Ce qui oppresse le peuple n'est point tant le poids de quatre années de guerre écoulées, ni les soucis de l'avenir, plus dur encore peut-être (...). Non, ce malaise a d'autres causes. Il a pour l'origine le douloureux sentiment éprouvé par des citoyens, sans cesse plus nombreux, à voir comme quoi notre vie publique, ses manifestations et ses organes, paraissent frappés d'une inertie, d'une paralysie grandissantes.»

C'est pour combattre «l'engourdissement qui nous détache de plus en plus du mouvement et des destinées même de l'humanité» que la déclaration articule un programme qui appelle la réalisation sans délai d'un certain nombre de projets et de réformes.

Tout d'abord, il réclame le rétablissement des libertés publiques souffrant encore de l'état de guerre, accompagné de l'attribution des droits civiques aux femmes. Il préconise la création d'un système performant d'assurances sociales dont l'AVS est le fer de lance. Il souhaite un revenu minimum reconnu par des contrats collectifs; c'est dans ce cadre que l'économie publique doit privilégier les entreprises respectueuses des droits et de la dignité des travailleurs. Il encourage l'établissement d'un régime de travail fondé sur la solidarité. Il indique l'équité fiscale comme objectif d'une véritable réforme financière de l'Etat dont les instruments sont l'uniformisation des taux d'imposition et une répartition des recettes en faveur des plus démunis. Il désigne les mesures incitatives indispensables à la suppression du sous-emploi et dessine l'institution d'une assurance chômage. Il soutient le maintien et le développement de l'aide aux paysans, pour une production destinée à la consommation interne écoulée au juste prix. Finalement, il invite la Suisse à participer au nouvel ordre pacifique en train de se mettre en place, ainsi qu'aux organisations internationales (l'ONU, notamment). *cfp*